

LUNDI 19 JANVIER 2026

**Déclaration du Gouvernement sur le rôle
de la France dans la prévention
et la résolution des crises politiques
internationales, notamment au Venezuela**

SOMMAIRE

| | |
|--|-----------|
| ÉCHEC EN CMP | 1 |
| DÉCLARATION DU GOUVERNEMENT SUR LE RÔLE DE LA FRANCE DANS LA PRÉVENTION ET LA RÉOLUTION DES CRISES POLITIQUES INTERNATIONALES, NOTAMMENT AU VENEZUELA | 1 |
| Mme Catherine Vautrin, ministre des armées et des anciens combattants | 1 |
| M. Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des affaires étrangères | 2 |
| M. Cédric Perrin | 3 |
| M. Mickaël Vallet | 4 |
| M. Olivier Cadic | 5 |
| M. Claude Malhuret | 6 |
| Mme Nicole Duranton | 7 |
| Mme Cécile Cukierman | 8 |
| Mme Sophie Briante Guillemont | 9 |
| M. Guillaume Gontard | 9 |
| M. Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des affaires étrangères | 10 |
| Mme Catherine Vautrin, ministre des armées et des anciens combattants | 12 |
| <i>Ordre du jour du mardi 20 janvier 2026</i> | 13 |

SÉANCE du lundi 19 janvier 2026

50^e séance de la session ordinaire 2025-2026

PRÉSIDENCE DE M. XAVIER IACOVELLI,
VICE-PRÉSIDENT

La séance est ouverte à 21 h 30.

Échec en CMP

M. le président. – La commission mixte paritaire chargée d'élaborer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant reconnaissance par la nation et réparation des préjudices subis par les personnes condamnées pour homosexualité entre 1942 et 1982 n'est pas parvenue à l'adoption d'un texte commun.

Déclaration du Gouvernement sur le rôle de la France dans la prévention et la résolution des crises politiques internationales, notamment au Venezuela

M. le président. – L'ordre du jour appelle une déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, en application de l'article 50-1 de la Constitution, portant sur le rôle de la France dans la prévention et la résolution des crises politiques internationales, notamment au Venezuela.

Mme Catherine Vautrin, *ministre des armées et des anciens combattants.* – (*Applaudissements sur les travées du RDPI, du groupe INDEP et sur quelques travées du groupe Les Républicains*) Nous vivons un moment de bascule. L'année 2026 s'est ouverte sur une série de chocs : Venezuela, Groenland, Iran – et toujours l'Ukraine en toile de fond... Ces événements qui, en d'autres temps, auraient été étalés sur des mois, voire des années, se concentrent sur quelques semaines. Cette accélération de l'histoire impose une exigence à la France : tenir sa place avec lucidité, sang-froid et détermination.

Le ministre des affaires étrangères évoquera le Venezuela, et la ligne qui est la nôtre : lucidité sur Nicolás Maduro, que personne ne regrettera, fermeté de notre attachement au droit international et responsabilité dans l'accompagnement d'une transition démocratique qui doit appartenir au peuple vénézuélien. Les armées françaises n'ont été aucunement impliquées dans cette opération. Nous sommes présents dans la région au titre de nos espaces ultramarins, et pour lutter contre le narcotrafic ou l'orpaillage illégal.

Sur le plan militaire, nous devons tirer les conséquences d'une menace russe amenée à durer, et d'un lien transatlantique qui est réinterrogé.

La menace russe est un fait, la relativiser serait dangereux. C'est la Russie qui a décidé d'envahir l'Ukraine, c'est elle qui poursuit la guerre et cible les civils. Le bombardement de Lviv par un missile de longue portée Orechnik est un message clair : nous sommes à portée. C'est la Russie qui s'oppose à une paix juste et durable en Ukraine.

Cette menace, hybride, vise l'ensemble des Européens. Attaques cyber, tentative d'ingérence, sabotage, intimidation, incursion d'aéronefs : la Russie cherche à tester notre solidarité, à fissurer nos sociétés. Sa posture agressive à l'égard de l'Europe est assumée et pensée dans le temps long. Elle consacre toutes ses forces à son économie de guerre. Le général Beaufre l'a bien dit : la stratégie cherche à entraîner une désintégration morale de l'adversaire suffisante pour lui faire accepter les conditions qu'on veut lui imposer.

Nous devons refuser l'incantation, renforcer notre posture de défense sur le flanc est, renforcer le pilier européen de l'Otan, donc être présent là où se joue la crédibilité collective. C'est ce que fait la France en Estonie avec l'opération Lynx, en Roumanie avec la mission Aigle. Ces déploiements disent que l'Europe ne laissera pas tester sa frontière, que l'Alliance atlantique n'est pas une abstraction, mais bien la plus grande alliance militaire défensive au monde.

Gage de notre détermination à apporter à l'Ukraine tout le soutien nécessaire dans la durée, la réunion à Paris, le 6 janvier, de la coalition des volontaires – 35 États représentés, dont 27 chefs d'État et de gouvernement – a consacré une convergence sans précédent entre les Européens, l'Ukraine et les États-Unis sur les garanties de sécurité.

La question du Groenland témoigne d'une mise à l'épreuve inédite du lien transatlantique, illustrée ce week-end par des tensions commerciales. Sur ce territoire autonome du Royaume de Danemark, la France s'est jointe à l'exercice *Arctic Endurance* organisé par le Danemark. Un premier détachement est sur place. Renforcer la sécurité de l'Arctique est dans l'intérêt des deux côtés de l'Atlantique. Nous concrétisons ainsi notre solidarité avec le Royaume de Danemark et notre soutien au peuple du Groenland.

En Iran, la ligne française est claire. La France appelle au respect de la population civile – et à éviter toute escalade régionale. C'est au peuple iranien et à lui seul de décider de son destin. Nos troupes dans la région se tiennent résolument aux côtés de nos partenaires.

Avec une menace russe qui dure et un lien transatlantique réinterrogé, se dessine une évidence : le réveil stratégique européen. Nous plaçons pour depuis 2017, il commence à advenir. Préférence européenne, pilier européen de l'Otan, ces concepts

deviennent peu à peu des réalités. Nous devons rester un aiguillon.

La France est une puissance mondiale, avec des responsabilités mondiales, en Atlantique, en Méditerranée, au Levant, en Indopacifique et dans les Amériques. Notre vocation n'est pas de multiplier les fronts, mais d'éviter qu'ils ne s'embrasent. Être là, c'est dissuader.

Pour tenir son rang, pour prévenir les conflits, la France doit se réarmer. Elle doit se réarmer aussi pour que sa diplomatie soit entendue. C'est cela, l'autonomie stratégique. Nous réarmons, car la dissuasion repose sur la crédibilité. Dans un monde qui se durcit, si vous n'avez pas les moyens de votre politique, vous subissez celle des autres. Le Président de la République l'a dit : pour être respecté, il faut être craint ; pour être craint, il faut être crédible.

La crédibilité, c'est la préparation opérationnelle, les stocks, les équipements, les femmes et les hommes, le sens de la mission. Grâce au statut militaire, nous disposons d'une armée disponible et entraînée. Notre modèle d'armée associe une stratégie de dissuasion opérationnelle et toute la palette conventionnelle. Nous devons avancer en étant solides sur nos deux jambes : la haute technologie et la masse.

C'est tout le sens de la loi de programmation militaire (LPM) que je prépare, pour une adoption avant le 14 juillet 2026. Entre 2017 et 2027, le budget de la défense aura doublé. En 2026, le budget des armées, s'il est voté, représentera 57,1 milliards d'euros, en hausse de 6,7 milliards, dont une surmarche de 3,5 milliards. Pour accélérer ce réarmement, je présenterai un projet de loi d'actualisation de programmation militaire, actuellement au Conseil d'État, avec un volet programmatique – 36 milliards d'euros sur 2026-2030 – et un volet normatif.

Sans budget, commandes et recrutements seraient bloqués : sans visibilité, pas de confiance ! Or il faut être prêts, ce qui suppose une base industrielle et technologique de défense (BITD) robuste, agile, capable de produire massivement : il lui faut de la visibilité.

Ce réarmement devra aussi être moral. Une politique de défense repose avant tout sur l'engagement, le sens du collectif, sur ceux qui ont choisi de servir.

La création du service national sensibilisera chaque classe d'âge aux enjeux de défense tout en répondant aux besoins opérationnels et en constituant un vivier futur, dans l'active ou la réserve. Il participe à l'évolution des armées vers un modèle plus hybride, renforçant le lien armée-nation. Car le réarmement doit être triple : stock, forces, esprits.

J'ai voulu vous dire ce que le rôle de la France dans les crises internationales impliquait pour le ministère des armées. Ce réarmement implique que le

Parlement vote un budget. Votre rôle est donc immense. (*Applaudissements sur les travées du RDPI, du groupe INDEP et du groupe Les Républicains ; M. Olivier Cadic et Mme Sophie Briante Guillemont applaudissent également.*)

M. Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des affaires étrangères. – (*MM. François Patriat et Claude Malhuret applaudissent.*) Ce début 2026 nous a confrontés à la brutalisation des relations internationales. L'usage de la force redevient un instrument assumé de politique étrangère, les règles du droit international sont désormais contournées, voire bafouées.

À l'aube du 3 janvier, une opération militaire menée par les États-Unis à Caracas a conduit à la capture et l'exfiltration de Nicolás Maduro. Cet événement spectaculaire appelle de notre part une parole claire, cohérente et responsable.

Maduro était un dictateur sans scrupules, qui a confisqué les libertés, étouffé l'opposition, accaparé la rente pétrolière, piétiné le processus électoral.

M. Mickaël Vallet. – Trump ?

M. Jean-Noël Barrot, ministre. – Les résultats du scrutin présidentiel du 28 juillet 2024 n'ont jamais été rendus publics. La France avait appelé à la transparence. La répression qui a suivi ce scrutin manipulé – 2 500 arrestations, 27 morts – a conduit la Cour pénale internationale à enquêter sur les crimes commis depuis 2014, dont des allégations de crimes contre l'humanité, sans parler des indignes prisons vénézuéliennes, comme celle de Rodeo 1, à Zamora, où des dizaines de citoyens européens ont été arbitrairement détenus – dont notre compatriote, que j'ai accueilli sur le sol français à sa libération.

Le Président de la République a exprimé la solidarité de la France avec le peuple vénézuélien. Depuis des années, nous avons dénoncé la répression, les détentions arbitraires, les atteintes à l'État de droit – au point d'être visés, en juillet 2025, par l'expulsion de la majorité de notre personnel diplomatique. L'exode de huit millions de Vénézuéliens en dix ans signe l'échec du régime, politique, économique et moral. Aucun démocrate sincère ne peut pleurer le départ de Maduro.

Dire la vérité sur le régime ne nous dispense pas de dire la vérité sur l'opération américaine. Celle-ci contrevenait aux principes fondamentaux du droit international, notamment le respect de l'indépendance et de l'intégrité territoriale des États. Certes, l'usage de la force est possible – nous avons frappé Daech en Syrie –, mais encadré par le droit. Sans règles, c'est la loi du plus fort qui prévaut.

La France s'y prépare, en se réarmant pour garantir notre sécurité et celle de l'Europe. C'est le sens de l'effort budgétaire engagé pour nos armées, de la consolidation de notre BITD, de l'autonomie stratégique que nous défendons auprès de nos partenaires. Nous nous réarmons aussi

économiquement et moralement, pour résister à cette brutalité, à la tentation du renoncement et à l'esprit de défaite.

La France continuera de défendre les principes inscrits dans la Charte des Nations unies, qui fondent la paix et la stabilité. Nous l'avons rappelé le 5 janvier devant le Conseil de sécurité.

Dangereux paradoxe : les puissances qui ont imaginé l'ordre international considèrent désormais qu'elles ont plus à gagner à le violer qu'à le protéger. Alors, que faire ?

Sur place, notre priorité demeure la protection de nos deux mille compatriotes présents au Venezuela. Nous déconseillons formellement tout déplacement dans ce pays.

À travers ses six collectivités dans les Amériques, la France est un pays américain et caribéen. Je me suis rendu dans la région en novembre 2025, avec le Président de la République, pour renforcer nos partenariats stratégiques, notamment dans la lutte contre le narcotrafic.

Les autorités intérimaires du Venezuela souhaitent renouer des relations apaisées avec les pays européens. La libération de prisonniers politiques est un signal positif que nous saluons avec prudence. La France est disposée à faciliter le dialogue entre les acteurs, y compris l'opposante María Corina Machado – elle qui rappelait, dans son discours lu à Stockholm par sa fille, que « la démocratie n'existe que si nous sommes prêts à lutter pour la liberté. »

Nous souhaitons une transition pacifique et démocratique. D'abord, la libération des prisonniers politiques, puis une transition respectueuse du choix fait par le peuple vénézuélien en élisant Edmundo González Urrutia. Aucune solution durable ne saurait être imposée de l'extérieur.

La France, dont l'ambassade à Caracas n'a jamais fermé ses portes, se tient aux côtés du peuple vénézuélien. Nous avons agi sur le plan humanitaire, avec des distributions de repas dans des cantines ou des programmes de santé ; sur le plan culturel aussi, grâce aux Alliances françaises, au lycée français, au Festival de cinéma français, grâce à la musique, sous la baguette de Gustavo Dudamel. Des liens précieux.

Les perspectives économiques existent, mais dépendront du retour de notre personnel diplomatique et de la transition démocratique.

Ce qui s'est passé au Venezuela doit nous dessiller les yeux. Face à la multiplication des crises, la France préfère la coopération à la confrontation, le droit à la force. Nous le faisons en faisant voter à l'Assemblée générale des Nations unies, par 142 voix contre 10, une résolution condamnant le Hamas et garantissant le droit du peuple palestinien à l'autodétermination. Nous le faisons aussi en prenant très au sérieux les déclarations du président américain sur le Groenland. Ce territoire européen n'est ni à vendre ni à prendre.

Le Président de la République l'a dit : nous refusons le nouvel impérialisme, la vassalisation et le défaitisme. Fidèle à ses principes, la France défend un ordre international fondé sur le droit, sans lequel il n'y a ni paix ni liberté. *(Applaudissements sur les travées du RDPI, des groupes INDEP et UC, du RDSE et sur quelques travées du groupe Les Républicains)*

M. Cédric Perrin. – *(Applaudissements sur les travées du groupe Les Républicains)* Le 3 janvier 2026, à Caracas, un dictateur est tombé. Un dictateur qui aura éteint tous les feux de la démocratie ; qui aura transformé le pays le plus riche d'Amérique latine en terre de misère fuie par huit millions de personnes ; qui menaçait son voisin guyanien ou offrait refuge aux cartels de narcotrafiquants. Personne ne pleurera Nicolás Maduro – sinon peut-être M. Mélenchon.

Sa chute est un motif de satisfaction, mais aussi d'inquiétude. Pour la population d'abord, face à un régime chaviste qui demeure, et face à Washington qui entend exercer une tutelle d'un autre âge. L'avenir du Venezuela comme ses ressources ne sauraient être à nouveau confisqués. La transition démocratique tant attendue est un impératif.

Inquiétude aussi en ce que l'opération américaine est un coup de force assumé, une nouvelle étape dans l'effondrement du droit au profit des logiques de puissance. Dans le cycle qui s'ouvre, la souveraineté des États et l'intangibilité des frontières deviennent secondaires. L'ingérence n'est plus une anomalie, mais une méthode, un réflexe. Les logiques impériales sont de retour. Cause et conséquence de ce glissement, l'ordre international est fragmenté, la démocratie en recul et le système onusien, bloqué ou dévoyé, ignoré et contourné.

Dans ce contexte, la France, conformément à son ADN, doit porter une voix libre et indépendante, refuser les logiques de domination, promouvoir la démocratie et la souveraineté des peuples. Acquis civilisationnels, le multilatéralisme et le droit international ne sont pas des naïvetés du passé, mais les conditions de notre avenir. Réaffirmons-les comme moteurs de notre diplomatie.

Cela n'empêche pas de regarder la réalité en face. La France et l'Europe sont apparues hésitantes, presque absentes face aux événements de Caracas. Face au soulèvement de la population iranienne contre un régime totalitaire, elles ont commenté au lieu d'agir. La répression s'apparente à un massacre – un de plus, un de trop. Assez de tergiversations : il faut intensifier la pression sur ce pouvoir sanguinaire et soutenir ceux qui luttent pour la liberté de l'Iran. Notre inaction serait une faute, mais aussi le signe que notre continent s'enfoncé dans l'insignifiance stratégique. Nous devenons inaudibles. Pour peser sur le cours des événements, pour défendre le droit, pour demeurer libres de nos paroles et de nos actes, il faut être fort.

La retenue européenne sur le Venezuela plonge ses racines en Ukraine, où le vertige de notre solitude

stratégique nous tétanise. Trois jours après la capture de Maduro, les États-Unis confirmaient leur contribution aux garanties de sécurité à Kiev – c'est cet engagement qui a permis d'afficher des résultats tangibles.

Il est temps de repenser nos relations avec les États-Unis, de les « dérisquer ». Nous devons nous défaire de nos dépendances stratégiques à leur égard – économiques, financières, énergétiques technologiques, mais surtout militaires. L'Europe a déjà encaissé une série de chocs : discours de Munich, mise à l'écart sur l'Ukraine, accord léonin sur les tarifs douaniers, nouvelle stratégie américaine de sécurité, ingérences dans notre souveraineté numérique.

Aujourd'hui, la pression est montée d'un cran avec les menaces renouvelées sur le Groenland. Il fallait que les pays européens affirment des positions résolues en soutien à la souveraineté du Danemark, posent des actes. Ils n'ont été qu'une poignée...

Si les États-Unis devaient concrétiser leurs ambitions par la force, ce serait la fin de l'Otan, l'effondrement de l'architecture européenne de sécurité. Or, à cette perspective, notre continent n'est pas encore préparé. Donald Trump vient de dégainer les sanctions commerciales, son arme favorite. Ce faisant, il souligne que l'heure des choix a sonné pour les Européens.

Ces derniers devront y répondre avec pragmatisme, sans jamais dévier de la solidarité, fondement du projet européen.

La réunion des ambassadeurs, hier, a esquissé une volonté qui doit se concrétiser par une posture européenne sans ambiguïté, en mobilisant si nécessaire les outils dont dispose l'Union pour répondre à la coercition américaine. Car l'enjeu est clair : soit nous défendons nos intérêts, soit nous nous résignons à être des vassaux. Soit nous acceptons les rapports de force, soit nous sortons de l'histoire.

Il n'est plus temps de se lamenter : il faut agir avec calme et détermination. Mais aussi collectivement, *via* des coopérations militaires toujours plus étroites avec nos partenaires européens.

Pas d'Europe puissante sans une France forte. Comment, sinon, assumer notre rôle prépondérant dans la sécurité du continent ? Or nos forces armées, éreintées ces trente dernières années, sont sous-dimensionnées. Leur montée en puissance est une nécessité. Il était plus que temps que la séquence budgétaire arrive à son épilogue. Le Gouvernement souhaite prolonger la trajectoire budgétaire : nous y sommes favorables. Le renforcement de notre souveraineté stratégique ne saurait se faire aux dépens de notre souveraineté financière. La remise en ordre de nos comptes est une priorité : d'autres politiques publiques devront être mises à contribution pour financer notre sécurité.

Le réarmement devra être aussi moral, car il nous faudra l'engagement de tous : forces vives, jeunesse, mais surtout ceux et celles qui servent sous le drapeau, qui savent ce qu'est la guerre.

Notre pays et notre continent disposent de tous les atouts pour conjurer ce spectre et jouer demain un rôle utile dans le monde.

À l'heure où les périls s'accumulent, notre message doit être simple : nous n'avons pas à avoir peur ni à nous autoflageller, nous avons à faire ! *(Applaudissements sur les travées des groupes Les Républicains, UC et du RDPI)*

M. Mickaël Vallet. – *(Applaudissements sur les travées du groupe SER)* « Nous avons affaire à un salaud. C'est un salaud, oui, mais c'est le nôtre. » Que la phrase soit de Roosevelt ou de Truman, elle montre qu'hier, la diplomatie étasunienne distinguait les bons dictateurs des mauvais. Il n'était pas question de morale, mais de loyauté. Ce monde est désormais révolu. Même ceux qui sont loyaux peuvent se retrouver, du jour au lendemain, dans le collimateur du président étasunien, le « nouveau sheriff en ville ».

Tourner autour du pot n'honore personne. Or c'est ce que j'ai entendu dans vos prises de paroles, madame et monsieur les ministres. *(M. Jean-Noël Barrot soupire.)*

Nous devons comprendre le trumpisme et proposer une nouvelle architecture de diplomatie et de sécurité conforme à notre histoire et à nos intérêts et propre à pacifier les relations internationales.

Le trumpisme est trop souvent présenté de manière binaire. Erreur ! Il reprend des traditions. D'abord, le mensonge, qui, dans ce pays puritain, n'est grave que s'il concerne les relations sexuelles d'un président, pas le golfe du Tonkin, les couveuses du Koweït ou la fiole d'anthrax de Colin Powell... Cela vaut bien l'argument de la drogue pour faire tomber Maduro ou celui de la présence chinoise et russe au Groenland !

Autre tradition : le coup de force, hier au Guatemala et au Chili – honneur au président Allende ! ; aujourd'hui au Venezuela.

Pensons aussi à l'expansion territoriale par l'argent, avec l'achat des îles Vierges en 1917 – déjà au Danemark. La diplomatie étasunienne a le deal capitaliste dans le sang.

L'économie de prédation, ensuite : hier, canal de Panama et cuivre au Chili ; aujourd'hui, pétrole au Venezuela, minerais et terres rares au Groenland et en Ukraine.

Enfin, depuis toujours, les États-Unis d'Amérique savent se comporter en alliés déloyaux, comme avec Alstom ou le torpillage de nos contrats de sous-marins à 50 milliards d'euros.

Mais le trumpisme, ce sont aussi des ruptures inédites. L'inédit, c'est l'absence de front uni en

Amérique latine, contrairement à 1989 lors de l'enlèvement de Noriega.

L'inédit, c'est ce rapport binaire suzerain-vassal : l'Otan devient une alliance vassalisante, comme l'était le pacte de Varsovie.

L'inédit, c'est l'ivresse de la puissance. Même Dick Cheney, le salopard en chef de l'époque, avait essayé d'orner les horreurs de Guantanamo des oripeaux du droit.

L'inédit, c'est l'apparition du continent numérique. Lénine vantait les soviets plus l'électricité ; le trumpisme, c'est *America First* plus les Gafam.

Le président Perrin l'a dit, le discours de J. D. Vance à Munich était aussi clair qu'insultant. La nouvelle stratégie de sécurité nationale de 2025 est du même tonneau.

Mais il existe une singularité française. La France n'est pas le Dakota du Sud, comme disait Philippe Séguin. Notre longue histoire nous oblige.

Première obligation : ne jamais transiger sur le droit international et toujours dire les choses. Oui, Maduro est un sombre imbécile, mais c'est bien un coup d'État qui s'est produit au Venezuela. Le contestez-vous, monsieur le ministre ? *Idem* si le Groenland devenait étasunien. La réaction du Président de la République a été affligeante...

L'attaque du gouvernement israélien d'extrême droite au Qatar était une violation du droit international. Des crimes de guerre ont été commis à Gaza. L'invasion de l'Ukraine est injustifiable. Les organisations militaires au Sahel sont criminelles. Il faut dire le droit international, en toutes circonstances, sauf à perdre toute crédibilité.

Les Russes savent que l'article 5 du traité de l'Otan n'est plus sacré aux yeux de Trump. La Chine se réjouit que l'Europe se détourne de son partenaire commercial étasunien.

À nous de créer avec nos partenaires une nouvelle architecture, qui passe par deux chemins.

D'abord le chemin du Sud. De Gaulle à Phnom Penh, Mitterrand à Mexico ont dénoncé l'impérialisme. L'Inde, le Brésil, une partie de l'Amérique latine comptent sur la France. Le format Brics n'existe que parce que nous avons délaissé cette relation. Nulle référence à l'Amérique latine dans la dernière revue nationale stratégique (RNS)...

Plutôt que de fantasmer sur un hérétique partage de notre siège au Conseil de sécurité avec des Européens trop américanocentrés, militons pour l'ouverture du Conseil au Sud. Pays du Sud, la France doit mettre cet atout au service du multilatéralisme, avec plus d'audace.

L'autre chemin, c'est l'Europe, mais l'AlterEurope, pas celle de von der Leyen, proconsul de Washington. L'accord honteux sur les droits de douane est mort : enterrons-le dans son terrain de golf écossais.

La motion de censure des socialistes contre le retour au commandement intégré de l'Otan date de 2008 : ce n'est pas si loin !

Quid de l'extension de la capacité nucléaire de la France à des partenaires européens ? Quels avantages pour l'industrie de défense ? Y êtes-vous prêts ?

Les choix des Européens et de la France de ces dernières heures doivent être soutenus avec force : refus du chantage, évocation du mécanisme anti-coercition, remise en cause de l'accord douanier, envoi symbolique d'officiers au Groenland. Mais tout cela doit s'accompagner de changements structurels.

Mais rien ne se fera sans douleur. La solidarité nationale devra soutenir les victimes de cette guerre commerciale, grâce à la participation de ceux qui en ont les moyens – certains étaient à l'investiture de Trump, ce qui jette un doute sur leur patriotisme... Le Gouvernement les contraindra-t-il à la solidarité ?

D'autres menaces apparaîtront. D'abord, le chantage à la baisse du renseignement : avons-nous un plan d'action ? Ensuite, l'ingérence politique, car Trump est un putschiste. Évoquant le Groenland, Jordan Bardella a dit : « Là encore, l'intérêt stratégique et commercial s'impose pour les États-Unis d'Amérique et nous devons en prendre acte. » L'extrême droite choisira vite son camp...

Comme de Gaulle à Bucarest, à Mexico, à Québec, parlons aux peuples, à tous les peuples, à commencer par le peuple américain, et avec une pensée particulière pour le peuple iranien. Les peuples savent mieux que les élites ce qui se joue ! *(Applaudissements à gauche)*

M. Olivier Cadic. – Depuis un an, la diplomatie est spectaculaire : encerclement militaire de Taïwan par la Chine, arrestation de Nicolás Maduro, révolution en Iran, déclarations tonitruantes de Trump sur le Groenland – qui rappellent que, même entre alliés, la menace peut être utilisée.

Nous sommes entrés dans une ère où la force, la coercition, la pression deviennent des instruments diplomatiques ordinaires. Certes, le droit n'a pas disparu, mais il est contesté et contourné. La force fait les vainqueurs, mais le droit fait les nations, disait Victor Hugo. Or le droit vacille. Les États-Unis et la Chine luttent pour le leadership mondial, tandis que la Russie et l'Iran jouent le rôle de puissances de déstabilisation. Ces acteurs testent les lignes rouges et misent sur l'usure des démocraties.

Dans quel monde voulons-nous vivre ? Quelle place la France et l'Europe veulent-elles y occuper ?

L'arrestation de Nicolás Maduro a confirmé que le Venezuela est un narco-État. Depuis plus de dix ans, répression, corruption et violence ont étouffé l'alternance démocratique. Quelque 8 millions de Vénézuéliens ont quitté le pays. María Corina Machado a gagné la primaire de l'opposition, mais elle

a été empêchée de se présenter. L'élection d'Edmundo González Urrutia, avec plus de 70 % des suffrages, aurait dû conduire à une transition démocratique.

Les crimes – détention arbitraire, torture, assassinat – sont bien documentés. (*L'orateur se tourne vers M. Mickaël Vallet.*) Ce n'était pas qu'un imbécile, ce monsieur Maduro. Sous sa coupe, le pays était associé à l'Iran, la Russie et la Chine, à des acteurs non étatiques comme le Hezbollah et à des organisations criminelles.

Il n'y a eu que 50 libérations de prisonniers politiques sur les 800 responsables en prison. La vice-présidente chaviste a succédé à Maduro. Le peuple vénézuélien voit la démocratie s'éloigner. La France ne peut se contenter de commenter.

Au Moyen-Orient, le conflit entre Israël et l'Iran a franchi un nouveau seuil, avec la guerre indirecte menée par l'Iran *via* ses proxys et des risques d'escalade réels. La semaine dernière, nous nous demandions si le président américain allait bombarder l'Iran. Mais il a reculé, au prétexte que l'Iran aurait annulé 800 exécutions – qui vérifiera ?

Trump a évoqué la création d'un conseil de la paix : il faudra s'acquitter d'un milliard de dollars pour en être membre ! Le président Trump a-t-il invité la France à y participer ? Quelle a été notre réponse ? Avez-vous prévu un milliard d'euros supplémentaires au budget ? (*M. Jean-Noël Barrot s'en amuse.*)

La Russie n'a pas renoncé en Ukraine, même si elle n'a pas gagné. L'Union européenne a répondu, tout comme la coalition des volontaires – une réussite stratégique, fragile toutefois.

Défendre l'Ukraine, c'est défendre non seulement un territoire, mais aussi un principe fondamental : l'inviolabilité des frontières. Au Sommet de Singapour, le Président de la République a mis en garde contre les répercussions potentielles de l'agression russe sur la situation à Taiwan. Une attaque contre l'île aurait des conséquences économiques majeures pour l'Union européenne. Il faut garantir la liberté de circulation dans le détroit de Taïwan.

Airbus s'est dit disposé à coopérer avec nos collègues sénateurs américains qui s'inquiètent de ses liens avec une entreprise chinoise. En principe, le Gouvernement français exerce un contrôle strict sur les informations stratégiques pouvant être communiquées à un État étranger : qu'en est-il ? Au moment où la Chine accroît ses capacités militaires, cette question dépasse le seul cadre industriel. Comment la France et l'Union européenne dissuaderont-elles le parti communiste chinois de rompre le *statu quo* ?

Le Groenland est le symbole de cette nouvelle ère. Ses autorités ont rappelé qu'il n'était pas à vendre, mais des menaces de coercition économique ont été proférées. L'Union européenne doit faire preuve de la

même fermeté que face à la Chine cherchant à punir la Lituanie.

Dès 1991, le Somaliland a fait le choix de la stabilité et de l'État de droit. Comment expliquer que cette sécession pacifique soit ignorée alors que nous avons reconnu la Slovaquie et la République tchèque ?

Dans tous ces pays, la même question, à laquelle la France et l'Europe doivent répondre : les souverainetés se décident-elles par la force ou par le droit ? (*Applaudissements sur les travées du groupe UC ; Mme Nicole Duranton applaudit également.*)

M. Claude Malhuret. – (*Applaudissements sur les travées du groupe INDEP ; Mme Nicole Duranton applaudit également.*) Le monde nouveau est en train de naître et nous peinons à le comprendre. La première puissance de la planète, notre alliée, est devenue notre adversaire, peut-être demain notre ennemie. Elle était un rempart contre les dictatures, mais elle pourrait en devenir une. (*M. Bruno Sido le conteste.*)

Le trumpisme est une incohérence : une doctrine simpliste et des actes qui la démentent. L'isolationnisme est revendiqué, mais aucun président n'a commis autant d'ingérences en un an – autant que Biden en un mandat !

Il se proclame candidat au prix Nobel de la paix, mais prévoit de nouvelles interventions... sauf en Ukraine. Les pourparlers qui traînent, les concessions à Poutine, le lâchage des Européens finissent par rendre crédibles ceux qui l'accusent d'être Krasnov, agent russe objet d'un *kompromat*...

Deuxième absurdité : Trump se targue d'avoir mis fin à huit guerres en un an, mais aucun traité de paix n'a été signé. Trois petits tours et puis s'en va... Sa politique extérieure est celle d'un enfant de 4 ans, qui pleure pour avoir le baigneur vu dans la vitrine et qui le jette trois jours plus tard après lui avoir arraché une jambe.

Incompréhensible, sa volonté de casser le système international, que les Trumpistes, paranoïaques, voient comme un complot du monde entier contre leur pays.

Incompréhensible – en dehors d'une hypothèse psychiatrique –, la condamnation obsessionnelle de tout ce qu'ont fait ses prédécesseurs.

Incompréhensibles, l'attaque de ses alliés séculaires pour reprendre langue avec les dictateurs en guerre contre l'ordre occidental, le mépris du droit international au profit de sa « morale personnelle », la destruction du multilatéralisme et le retrait de dizaines d'institutions qui donnaient aux États-Unis une influence mondiale.

Enfin, le pire : le renforcement du crédit de la Chine totalitaire ; gagnante dans l'affaire des droits de douane et qui apparaît comme une puissance stabilisatrice face au chaos américain.

Pour l'Europe, la situation est tragique : l'Otan au bord du gouffre, les menaces sur un de ses territoires, la guerre commerciale, le lâchage de l'Ukraine que nous peinons à compenser. Auxquels s'ajoutent les leçons du génie des Appalaches, un vice-président aux manières de rottweiler qui nous somme d'adopter la morale de sa bigoterie conservatrice...

Pourquoi Trump est-il prêt à s'essuyer les pieds sur l'Europe ? Pourquoi Poutine a-t-il cru pouvoir envahir l'Ukraine sans réaction ? Pourquoi la Chine trouve-t-elle toujours une porte d'entrée pour inonder l'Europe de ses produits ? Pourquoi l'Europe, dont le PIB est comparable à celui de la Chine et des États-Unis, et dix fois supérieur à celui de la Russie, est-elle traitée comme quantité négligeable ?

Parce qu'elle n'est ni un pays, ni une puissance, ni même une confédération. Dépendante énergétique de la Russie, dépendante militaire des États-Unis, dépendante commerciale de la Chine, son contresens historique l'amène à s'effacer, « comme à la limite de la mer un visage de sable ».

Ses réussites sont pourtant remarquables – paix, libre circulation, marché unique, monnaie unique, droits fondamentaux, politique sociale... Mais elle n'a pas su garantir sa propre sécurité, ni construire un système de décision efficace, ni s'inscrire dans la révolution technologique, cognitive et financière. Si nous ne réussissons pas à relever ces défis, l'alternative sera simple : vassalisation à nos alliés ou soumission à nos ennemis.

La solution, c'est le réarmement pour devenir une puissance militaire, un saut fédéral pour devenir une puissance politique et la mise en œuvre des rapports Draghi et Letta, pour devenir une puissance commerciale. Tout le monde le sait, mais rien ne se passe.

En 2022, le Président de la République annonçait notre entrée en économie de guerre ; quatre ans plus tard, les industriels disent que les commandes ne sont pas là. Sur le plan économique, le marché unique – la grande œuvre européenne – reste bien loin des objectifs de 1993. Et nous sommes à des années-lumière de disposer des outils financiers nécessaires pour rattraper notre retard technologique par rapport aux États-Unis et à la Chine.

Pourtant, nous avons commencé à réagir : des milliards d'euros d'aide à l'Ukraine ont été votés et une coalition des volontaires créée pour se soustraire au chantage des complices de Poutine à l'intérieur même de l'Europe. Hélas, nous n'avons pas saisi les avoirs russes gelés et avons refusé *Sky Shield*, qui protégerait les femmes et les enfants ukrainiens des bombes du criminel de guerre. Quant au rapport Draghi, il n'a été mis en œuvre qu'à 10 %.

Les menaces sur le Groenland sont une épreuve de vérité. L'instrument anti-coercition est adapté à la situation, comme l'est *Arctic Endurance*. C'est l'occasion ou jamais de prendre l'initiative, d'autant

que Trump n'est pas éternel : sa cote s'enfonce, tandis que les Américains de Minneapolis et d'ailleurs relèvent la tête contre un césarisme qui ressemble de plus en plus à un technofascisme. Trump n'a pas les moyens politiques de mettre ses menaces à exécution : s'il envoie des troupes, ce sera le signal de son *impeachment* – ce sont les leaders républicains du Congrès qui le disent ; s'il recule, ce sera le signal pour les Américains qu'on peut arrêter la marche vers l'autocratie.

Nous opposer à l'annexion du Groenland serait la première marche de la résistance de l'Europe, puis de son redressement. Il en faudra beaucoup d'autres. (*Applaudissements sur les travées des groupes INDEP et UC ; M. Raphaël Daubet applaudit également.*)

Mme Nicole Duranton. – (*M. François Patriat applaudit.*) Quarante et un changements de régime en Amérique latine imputables aux États-Unis ! Le Venezuela s'ajoute à la liste.

Le monde d'hier n'est plus, et l'histoire que d'aucuns croyaient achevée revient au galop. La guerre en Ukraine dure sans issue visible et le multilatéralisme s'avère impuissant. Nous sommes à la croisée des chemins.

Il est de notre responsabilité d'agir, sans naïveté : les États-Unis font désormais cavalier seul, comme le montre l'opération militaire au Venezuela, commandée par un Donald Trump aux ambitions messianiques. Si nous ne pouvons que nous réjouir de la chute du régime sanguinaire de Nicolás Maduro, cette intervention menée au mépris du droit international ne laisse pas d'inquiéter.

Trump, comme Poutine, est un prédateur qui ne connaît que la force. La France et l'Union européenne, enfermées dans une diplomatie trop courtoise, ne lui inspirent ni crainte ni respect. L'été dernier, il convoquait la présidente de la Commission européenne à l'issue de sa partie de golf pour lui asséner 15 % de droits de douane – des droits qu'il menace d'augmenter encore si nous ne cédon pas à ses ultimatums.

Chantage, racket, humiliation : l'Union européenne doit-elle continuer à considérer comme allié ou ami un pays qui se comporte de la sorte ? Trump est persuadé que nous n'aurons pas le courage de nous opposer. Le Groenland, c'est un nouveau Munich. Défiés, les Européens doivent être lucides et courageux pour donner un coup d'arrêt à cet expansionnisme américain.

Connaissez-vous l'île d'Avès ? Territoire vénézuélien, elle n'est qu'à 250 km de la Guadeloupe. Que ferions-nous si les États-Unis, prenant le contrôle du Venezuela, menaçaient notre ZEE ?

L'Europe et ses 500 millions de citoyens se sont trop longtemps abrités sous le parapluie américain : celui-ci s'est subitement refermé, nous forçant à construire notre indépendance stratégique, comme le

Président de la République y invite depuis 2017. Les États-Unis restent un partenaire essentiel, mais l'Europe doit tracer son propre chemin et défendre ses intérêts. Ouvrons-nous à de nouveaux partenaires, dictons nos priorités, sortons de cette posture timorée qui nous rend inaudibles.

Cette ambition s'enracine dans la tradition singulière de la France sur la scène internationale, incarnée par le général de Gaulle. Quelles valeurs entendons-nous défendre : le repli et la soumission ou l'ambition d'un avenir partagé au service du progrès et de la démocratie ?

Le peuple iranien semble avoir choisi. La mobilisation exceptionnelle qui ébranle le régime exprime une soif profonde de liberté. Face à un régime archaïque qui fait régner la terreur depuis trop longtemps, le temps est à la révolution. L'Iran mérite un avenir démocratique.

Les intimidations russes à l'égard de l'Europe sont polymorphes : militaires, technologiques, énergétiques. Œuvrons à une réponse unie et ferme face à ces tentatives d'ingérence. En Ukraine, nous ne pouvons accepter une paix sans garantie de sécurité durable, car tout indique que la Russie ne s'arrêtera pas. Que ferions-nous si la Moldavie ou les pays baltes étaient menacés ?

Le monde libre est incarné par les Européens. La coalition des volontaires, initiative du Président de la République, traduit notre volonté d'être un acteur de la scène mondiale. L'Europe a su construire la paix et assurer le bien-être de ses citoyens en surmontant les drames du passé. L'histoire jugera notre capacité à transformer l'épreuve en opportunité. Défendons avec force notre indépendance, nos intérêts et nos valeurs humanistes. *(Applaudissements sur les travées du RDPI ; M. Claude Kern et Mme Sophie Briante Guillemont applaudissent également.)*

Mme Cécile Cukierman. – Je salue l'organisation de ce débat, que j'ai demandé dès le 5 janvier avec mon homologue de l'Assemblée nationale, Stéphane Peu. Il répond à une exigence démocratique : ne pas laisser s'installer, dans le silence ou de fausses évidences, des choix stratégiques engageant durablement notre pays, notre continent et les peuples du monde. Mais l'absence du Premier ministre – alors que le débat pouvait très bien être décalé – et les interventions des ministres interrogent.

Les certitudes d'hier sur le rôle des États-Unis comme garant de la sécurité européenne se fissurent. Aux arrestations de grande ampleur, aux déplacements forcés de populations migrantes et aux discours ouvertement racistes s'ajoutent des attaques contre les universités et l'éviction de centaines de termes comme : femme, antiracisme, équité, oppression, changement climatique.

La violence et le grotesque sont devenus le visage du pouvoir américain. Ce matin, Trump écrivait au Premier ministre norvégien : « Étant donné que votre

pays a décidé de ne pas me décerner le prix Nobel de la paix pour avoir empêché plus de huit guerres, je ne me sens plus tenu de penser uniquement à la paix, bien qu'elle reste toujours ma priorité ». Je pense à Michel Foucault : « Le grotesque est l'un des procédés essentiels à la souveraineté arbitraire ».

Certes, l'impérialisme américain n'est pas une nouveauté. Depuis 1945, les États-Unis ont exercé une domination militaire globale, au prix de millions de morts et de déstabilisations durables. Mais ce que nous observons ici n'est pas une démonstration de puissance, mais un aveu de fragilité. L'impérialisme américain est entré dans une crise aiguë : crise de l'accès aux ressources stratégiques, crise géopolitique face à la Chine, crise d'un modèle fondé sur un mode de vie proclamé non négociable.

Militarisation accrue, désignation d'ennemis intérieurs et extérieurs, remise en cause du multilatéralisme : il s'agit de préparer de futures guerres de ressources au service d'un système qui, incapable de se réformer, choisit la fuite en avant. Quand la puissance vacille, elle se crispe et brutalise le droit.

Ainsi, au Venezuela, le président des États-Unis assume une déstabilisation directe allant jusqu'à l'enlèvement du président Maduro. Il ne s'agit plus de sanctions ou pressions, mais d'une atteinte à la souveraineté d'un État en violation flagrante du droit. Ce n'est pas un régime qui est puni, mais l'indépendance d'un pays disposant de ressources majeures et qui refuse de s'aligner. L'objectif n'est rien d'autre que de faire main basse sur la manne pétrolière du pays.

La France ne peut rester silencieuse, alors que l'architecture même du droit international est fragilisée. Loin de la mascarade de paix vantée par Trump, les États-Unis suivent une logique de préemption violente, notamment au Groenland, qui concentre des ressources majeures. Nous sommes face à une volonté de prédation. Or le Groenland relève du Danemark, donc de l'Union européenne. Mais l'Europe, acceptant la loi du plus fort, renonce de fait à défendre l'autodétermination des peuples.

L'Union européenne a fait le choix de déléguer l'essentiel de sa stratégie politique et sécuritaire aux États-Unis, acceptant une dépendance stratégique profonde. Mais comment prétendre défendre la souveraineté de l'Ukraine tout en envisageant de confier la garantie d'un cessez-le-feu aux États-Unis, qui discutent avec Vladimir Poutine hors de tout cadre multilatéral ?

Si l'Europe veut réellement défendre la paix, elle doit devenir un acteur politique autonome, défendant le droit international et la sécurité collective. Acceptons-nous la politique de la force ou choisissons-nous l'indépendance ? Acceptons-nous l'alignement atlantiste ou voulons-nous une autre construction européenne, réellement souveraine – impliquant pour nous la sortie de l'Otan ? Combien de temps allons-

nous garder le silence sur la diffusion en France et en Europe d'une révolution culturelle réactionnaire importée des États-Unis ?

Le Premier ministre aime à rappeler son attachement au gaullisme. La force de la France du général de Gaulle fut sa capacité à prendre toute sa place au sein de l'ONU et à s'émanciper de la logique du bloc contre bloc. Notre pays reste le seul pays de l'Union européenne à être membre du Conseil de sécurité de l'ONU et à posséder l'arme nucléaire : notre parole ou nos silences ne sont donc pas neutres.

En Iran, en Ukraine, au Groenland ou au Venezuela, notre voix doit être celle de la paix et de la résistance aux logiques de domination et d'exclusion. Refusons la soumission et choisissons le courage pour défendre notre humanité commune. *(Applaudissements sur les travées du groupe CRCE-K)*

Mme Sophie Briante Guillemont. – *(Applaudissements sur les travées du RDSE)* En médecine, la crise désigne un ensemble de phénomènes pathologiques brusques et intenses survenant pendant une période limitée, laissant prévoir un changement décisif en bien ou en mal. Dans l'intervention étasunienne au Venezuela, la brutalité et l'intensité sont bien présentes, l'intuition d'être à l'aube d'un bouleversement décisif également ; mais peut-on parler d'une période limitée ? Les crises sont devenues si fréquentes qu'elles semblent un état permanent.

Nul, ni le politique accompli ni le chercheur chevronné, ne peut prétendre savoir prévenir ou résoudre ce que nous ne faisons que subir. Nous devons donc faire preuve d'humilité. Sommes-nous face à une stratégie délibérée de dirigeants souhaitant redéfinir le concept de maîtrise du monde ou à un nouveau soubresaut de l'histoire ? Difficile de répondre, mais je rejoins Dominique de Villepin lorsqu'il déclare que la nouvelle arme atomique est la sidération – pour en revenir à la définition médicale, la suspension brusque des fonctions vitales.

De fait, chaque acte belliqueux ou pré-belliqueux de Donald Trump a pour effet de nous laisser sans voix. C'est que nous sommes nombreux à avoir ressenti le 3 janvier, lorsque le président des États-Unis a capturé Nicolás Maduro, chef d'État en exercice. Le principe de souveraineté n'autorise pas un État à intervenir militairement sur le territoire d'un autre État en vue d'en changer le système politique – quand bien même le régime de Maduro se serait rendu coupable de fraude électorale et de violations des droits humains.

Le Président de la République s'est-il empressé de rappeler l'importance du droit international ? Non, il a tweeté : « Le peuple vénézuélien est aujourd'hui débarrassé de la dictature de Nicolás Maduro et ne peut que s'en réjouir ». La France a ainsi rompu sans débat avec l'une de ses doctrines : la condamnation de toute intervention unilatérale par la force.

M. Mickaël Vallet. – Exactement !

Mme Sophie Briante Guillemont. – Votre réaction, monsieur le ministre, était plus appropriée mais n'a malheureusement pas changé grand-chose.

Pour le RDSE, le rôle premier de la France en cas de crise est de rappeler le droit international. Nous aurions aimé entendre que l'intervention au Venezuela constituait une violation de la Charte des Nations unies, qui ne prévoit que deux exceptions : l'action menée en vertu d'une décision du Conseil de sécurité et la légitime défense. Considérer que la lutte contre le trafic de drogue relève de la seconde reviendrait à légitimer des interventions dans les trois quarts des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, voire au Maghreb ou dans les Balkans...

Condamner les atteintes au droit international, c'est continuer à être ce que nous sommes : les architectes de l'édifice international construit sur les ruines de la Seconde Guerre mondiale. C'est aussi le meilleur moyen de prévenir les crises, notamment au Groenland, car le droit est le meilleur rempart contre l'arbitraire et l'irrationnel.

La diplomatie reste le principal investissement dans la prévention des conflits, sans oublier notre *soft power* : francophonie, aide publique au développement, lycées français à l'étranger. On ne peut pas refuser la logique de puissance fondée sur la force et affaiblir ces outils. Or le choix politique actuel n'est pas de les préserver, loin s'en faut.

Enfin, dans les contextes de crise, la sécurité de nos compatriotes établis hors de France est essentielle. Le système des flotiers n'est pas efficace partout. Le centre de crise et de soutien (CDCS) accomplit un travail remarquable, mais il a été conçu pour répondre à deux crises simultanées seulement.

Nous avançons sur des sables mouvants, mais nous devons nous en tenir à notre principale boussole : le droit. *(Applaudissements sur les travées du RDSE, du groupe SER et du GEST)*

M. Guillaume Gontard. – À la tête de la première puissance mondiale, un apprenti dictateur au surmoi d'un enfant de 5 ans tente d'établir un nouvel ordre mondial de prédation, de racket et de brutalité. Au nom de la cupidité sans fin de Trump et des oligarques américains, rien ne doit entraver l'accumulation de richesses.

L'an dernier, je disais : au mieux, Washington n'est plus notre allié ; au pire, il nous sera hostile. Aujourd'hui, Donald Trump menace un territoire européen sans peuple opprimé à libérer, après avoir humilié l'Ukraine, soutenu toutes les initiatives belliqueuses d'Israël et violé la souveraineté du Venezuela, dont il cherche à extorquer le pétrole sans égard pour la transition démocratique.

Nous nous sommes lamentablement couchés sur les droits de douane de 15 % imposés à l'Union européenne. Nous voici récompensés par 10 %

supplémentaires. Quand on cède à un caïd, il ne cesse pas son racket.

Prétendre avoir une solution toute faite serait prétentieux, mais l'Europe peut et doit riposter. Deuxième puissance économique mondiale, elle est un modèle de coopération entre nations reposant sur le droit et les échanges commerciaux, un modèle de démocratie et de liberté, certes toujours perfectible.

Nous avons commencé à réagir en envoyant symboliquement des soldats au Groenland : c'était nécessaire. De même, nous accueillons favorablement la proposition du Président de la République et du chancelier allemand de recourir à des outils européens allant jusqu'aux instruments anti-coercition. La résistance ne peut être qu'européenne, et il est à cet égard regrettable que la présidence Macron ait entraîné un tel recul de l'influence française en Europe.

Certes, assurer une position commune de Brest à Tallinn en passant par les agents doubles à Rome, Budapest et Bratislava n'est pas simple. Mais la menace sur le Groenland fait bouger les lignes chez nos partenaires d'Europe orientale.

Notre solidarité avec le Danemark doit être sans faille. Nous devons renforcer notre présence militaire et élargir le périmètre de l'article 42-7 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne au Groenland. Il faut aussi tenir le prochain Conseil européen à Nuuk.

Les frappes russes privent des centaines de milliers d'Ukrainiens de chauffage. Après le cessez-le-feu, nous soutenons la proposition de créer une force de dissuasion européenne autonome. Il nous faudra rassurer nos partenaires d'Europe de l'Est et du Nord sur le fait que les garanties de sécurité apportées à l'Ukraine valent pour tous les États membres.

Nous devons aussi progresser en matière d'intégration. Le droit de veto d'un seul État pose problème : la coopération européenne doit tendre vers la fédération. Avec une extrême lucidité, Jean Monnet disait que l'Europe serait la somme des solutions apportées aux crises.

Face à la loi du plus fort, l'Europe doit défendre le droit corps et âme, sans exception : ni à Gaza, ni au Soudan, ni au Somaliland, pas plus qu'au Venezuela ou en Iran.

Dans ce dernier pays, nous ne pouvons cautionner un bombardement américain pour remplacer les mollahs par le chah. C'est par le droit que nous devons agir, notamment en inscrivant les gardiens de la révolution sur la liste des personnes terroristes et en gelant les avoirs étrangers des dignitaires du régime. Je pense à nos otages, Cécile Kohler et Jacques Paris, et salue l'énergie déployée pour les libérer par notre diplomatie, hélas affaiblie ces huit dernières années.

Nous devons bâtir un Bandung du XXI^e siècle, une alliance de pays non-alignés.

L'Europe puissance que nous appelons de nos vœux ne pourra advenir sans souveraineté. Le covid l'a montré : nous devons la reconstruire dans les domaines militaire, alimentaire ou des télécommunications, notamment. Cela passe par une diminution du libre-échange et par une utilisation intelligente du protectionnisme en Europe. Nous devons produire ce que nous consommons et consommer ce que nous produisons.

En matière énergétique, nous ne devons plus dépendre des hydrocarbures russes, du gaz de schiste américain ou de l'uranium enrichi. Les énergies renouvelables et la sobriété sont la voie à suivre.

Nous devons aussi reprendre le contrôle sur notre espace numérique. Régulons drastiquement, voire bannissons les plateformes des nouveaux technofascistes et bâtissons des plateformes numériques européennes décentralisées, *open source* et, idéalement, non lucratives.

L'Europe a parfaitement la capacité de s'asseoir à la table des puissants, mais il faut qu'elle le veuille. (*Applaudissements sur les travées du GEST*)

M. Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des affaires étrangères. – Monsieur Perrin, vous avez rappelé qu'il fallait être fort pour peser. Voilà pourquoi les débats budgétaires sont aussi importants pour renforcer nos armées et notre diplomatie.

Vous avez raison : nous avons besoin de courage et d'un réarmement moral pour prendre les bonnes décisions tout en nous défaisant de la dépendance stratégique américaine.

Certains cèdent à la tentation de commenter les faits et gestes du président Trump. Seule attitude raisonnable, il vaut mieux s'interroger sur la façon dont nous réduisons nos dépendances pour être plus libres.

Monsieur Vallet, vous avez souligné que le droit international devait être dit. Je vous mets au défi de trouver une violation du droit international qui n'ait pas été condamnée par la France.

Mais dire le droit ne suffit plus. Il n'est plus appliqué, car les puissances qui sont censées en être les gardiennes, disposant d'un droit de veto au Conseil de sécurité des Nations unies, font désormais le calcul qu'elles ont plus à gagner à violer le droit international qu'à le respecter. Voilà pourquoi nous ne devons plus nous contenter de dénoncer ; nous devons établir un rapport de force pour imposer ces principes, auxquels nous restons attachés.

Vous avez aussi parlé de la réforme du Conseil de sécurité, impérative. La France défend deux pistes : la limitation du droit de veto, en cas d'atrocités de masse, que nous défendons avec le Mexique. Ensuite, l'élargissement du Conseil de sécurité à de nouveaux membres permanents, disposant de toutes les prérogatives, dont le droit de veto : l'Inde, le Brésil, l'Allemagne, le Japon, et deux membres africains.

Vous avez indiqué qu'il fallait parler aux peuples. J'ai parlé du peuple vénézuélien, comme le Président de la République, dont le tweet a été jugé sévèrement par certains d'entre vous. Mais, en 2024, le peuple vénézuélien a élu un président qui n'était pas Nicolás Maduro. (*M. Olivier Cadic applaudit.*) Il faut savoir parler des peuples opprimés, quel que soit l'opresseur. (*M. Cédric Perrin approuve.*)

Olivier Cadic a rappelé que si quelques dizaines de prisonniers politiques avaient été libérées, il en reste encore des centaines ! Tel est le message que nous avons passé à la présidente de transition Delcy Rodriguez, et aux représentants à Caracas des États membres de l'Union européenne. C'est la première étape de la transition politique.

M. Cadic nous a demandé si des crédits seraient ouverts pour participer au conseil de la paix, le *Board of Peace*. La France a été invitée à y participer ; il a été créé par la résolution qui traduisait en droit le plan de paix de Charm el-Cheikh présenté par le président Trump.

À ce stade, et compte tenu de la charte associée à l'invitation, la France ne peut y répondre favorablement. Contrairement à la résolution de l'ONU qui crée ce conseil de la paix, le champ d'intervention de celui-ci est d'ordre mondial. Ensuite, étant donné sa nature juridique, l'adhésion de la France contreviendrait à nos engagements internationaux, au premier rang desquels l'appartenance aux Nations unies – qui doit être maintenue.

M. Rachid Temal. – Et le ticket d'entrée ? C'est scandaleux !

M. Jean-Noël Barrot, ministre. – Je vous invite à lire la charte : le ticket d'entrée n'est pas le plus scandaleux.

M. Rachid Temal. – Mais philosophiquement, sur le principe...

M. Jean-Noël Barrot, ministre. – M. Claude Malhuret a parlé du triple vertige de l'Europe : fin du gaz russe, fin des marchés chinois, fin de la sécurité garantie par les États-Unis.

La France, instruite par son histoire, a défini une boussole – l'autonomie stratégique et la souveraineté européenne – pour s'en sortir, accueillie avec tiédeur et circonspection par nos partenaires européens en 2017.

M. Mickaël Vallet. – Les Allemands frétilent...

M. Jean-Noël Barrot, ministre. – Ce principe est désormais unanimement accepté. Toutefois, il faut aller plus vite. Certes, nous avons eu des premiers résultats intéressants vers une autonomie stratégique – clause de sauvegarde sur l'acier, protection des ferro-alliages, préférence européenne pour les financements de la défense, nouvel emprunt européen... –, mais il faut accélérer.

Nicole Duranton a salué le courage du peuple iranien, sans équivalent, de celles et ceux qui prennent tous les risques pour défendre leur pays et leurs droits fondamentaux.

La réunion de la coalition des volontaires, qui s'est tenue à Paris il y a quinze jours, a marqué un tournant. Pour la première fois, trente pays ont mis en commun leurs forces militaires pour un exercice de planification, à l'extérieur de l'Otan – c'est tout à fait inédit ! – de façon à pérenniser la paix en Ukraine, une fois qu'elle sera conclue.

Cécile Cukierman, que je remercie d'avoir sollicité ce débat, a appelé la France et l'Europe à choisir le courage. Les Européens auront-ils le courage d'infléchir les décisions de l'administration Trump, de dissuader toute prise de contrôle contraire à l'intégrité territoriale européenne et de lutter contre des droits de douane absolument injustifiés ?

Vous avez convoqué le général de Gaulle dans vos propos : n'oublions pas la défense de Saint-Pierre-et-Miquelon par l'intervention de l'amiral Muselier en 1941 contre les velléités de Roosevelt. Ce territoire est resté français en raison du courage et du génie tactique des militaires français.

Sophie Briante Guillemont a fait l'exégèse des tweets du Président de la République.

M. Rachid Temal. – Cinquième République oblige !

M. Jean-Noël Barrot, ministre. – Attention à ne pas s'installer dans une position de commentateur, au risque d'engendrer une frustration qui finit par jouer des tours.

C'est pourquoi la diplomatie française s'efforce de dire le droit, mais aussi de trouver les voies de l'action. Ce fut le cas par nos contacts avec les voisins du Venezuela, pour éviter qu'à une pétrodictature en succède une autre, afin que cette opportunité bénéficie au peuple vénézuélien. Nous ne nous contentons pas de dénoncer, nous essayons de trouver des solutions.

La sécurité de nos compatriotes à l'étranger est essentielle. Le CDCS travaille bien, même si nous pouvons toujours progresser.

M. Gontard a appelé à la création d'un Bandung du XXI^e siècle. Il a raison, car il ne faut pas regarder le monde actuel comme il y a trente ou quarante ans. Une rivalité croissante entre deux superpuissances qui se disputent la première place et de cette rivalité pourrait aboutir à un conflit d'ampleur.

La question qui se pose, c'est : l'Europe, par son positionnement non aligné, peut-elle ouvrir une troisième voie qui empêcherait cette fatalité inéluctable d'une conflictualité qui nous entraînerait avec elle en nous forçant à choisir un camp ? Ce choix ne se résume pas au Groenland. De l'Asie du Sud-Est à l'Amérique latine, en passant par l'Afrique, la majorité des pays du monde suivra l'Europe si elle se lève.

La situation en Ukraine reste dramatique et nous rappelle que la Russie est la menace principale face à laquelle nous faisons face, sur le plan sécuritaire et militaire.

Mme Catherine Vautrin, ministre des armées et des anciens combattants. – Les présidents Perrin et Malhuret ont souligné que l'heure des choix avait sonné ; c'est vrai, il faut agir. En matière de défense, nous devons nous réarmer, avec une BITD européenne souveraine, une préférence européenne – sujet sur lequel il y a encore beaucoup de travail. *Pearl*, c'est en effet de l'achat sur étagère de matériel américain, alors que d'autres choix sont possibles. Nous avons signé avec les Allemands une lettre d'intention pour partager une alerte avancée.

J'insiste sur l'aide à l'Ukraine et la coalition des volontaires. Cette dernière fonctionne en dehors de l'Otan et n'est pas impulsée par les Américains, mais portée par la France et le Royaume-Uni – des Européens qui se chargent pour la première fois de la sécurité de notre continent.

Monsieur Vallet, merci de m'avoir interrogée sur notre autonomie en matière de renseignement, c'est un sujet majeur. Les crédits s'élevaient à 275 millions d'euros en 2015. En 2026, si le budget est voté,...

M. Mickaël Vallet. – Ne dites pas cela aux socialistes !

Mme Catherine Vautrin, ministre. – ... ce sera 655 millions d'euros, plus du double. C'est dire l'intérêt que nous y portons.

Depuis les années 1960, la stratégie française a considéré la dissuasion nucléaire comme la clé de voûte de notre souveraineté. On peut avoir un dialogue stratégique avec les Européens, mais la dissuasion doit rester française et ne peut pas se partager.

Monsieur Cadic, l'Iran est affaibli, mais reste une menace d'abord pour ses habitants, mais aussi pour stabilité de la région par ses activités déstabilisatrices – je pense aux Houthis, à la prolifération balistique et au programme nucléaire.

Dans ce contexte, la France s'engage pour la stabilité du Moyen-Orient, pour protéger nos intérêts, nos ressortissants, mais aussi nos alliés. Nous avons pris l'attache de nos partenaires, qui considèrent la situation comme moins préoccupante désormais. Nos emprises dans la région nous le permettent : Levant, Liban, Jordanie, Émirats...

Vous pointiez le risque de transfert de technologie. Toute exportation de matériel de guerre fait l'objet d'un contrôle interministériel sous l'autorité des services du Premier ministre. S'agissant de la Chine, nous veillons à préserver la protection de nos forces et la sécurité de notre BITD.

Madame Duranton, la défense de notre territoire reste une priorité, notamment outre-mer et dans les ZEE environnantes : 2 600 soldats en Guyane, 1 200

aux Antilles mènent de nombreuses missions. Cette année 2025 se termine par 88 tonnes de drogue récupérées par nos services. J'espère que ce n'est pas la marque d'une hausse du trafic (*M. Cédric Perrin renchérit*) mais de l'amélioration de notre action.

La lutte contre l'orpaillage et la sécurisation de notre base spatiale de Kourou sont aussi importantes.

Madame Cukierman, notre priorité va à la paix ; c'est le choix souverain et indépendant de notre modèle d'armée, et un choix d'autonomie stratégique.

Ce choix tire son origine dans les années 1960 avec l'idée de dissuasion nucléaire forte et crédible qui repose sur deux composantes, navale et aéroportée. Nous sommes les seuls en Europe – y compris la Grande-Bretagne – à disposer de cette force. C'est un investissement important, mais aussi la clé de voûte de notre sécurité que nous articulons avec les forces conventionnelles.

Le budget de la défense représente 2,2 % du PIB, soit moins que les 4,5 % atteints sous la présidence du général de Gaulle.

Madame Briante Guillemont, au-delà de la parole diplomatique, notre meilleur rempart, ce sont nos forces armées, qui accompagnent la parole diplomatique. C'est ce tandem qui permet d'affirmer notre souveraineté.

Monsieur Gontard, le Président de la République plaide depuis 2017 en faveur de l'Europe de la défense.

Chacun doit être conscient que, dans cette idée, la défense reste une conception souveraine de chacun des pays, ce qui n'empêche pas d'échanger sur les grands principes de notre vision de l'Europe de la défense. Préférence européenne, prérogative des États membres y compris, j'y insiste, sur le contrôle des exportations, bonne articulation entre l'Union européenne et l'Otan, voici les quatre éléments de cette Europe de la défense. Ce « pilier européen » de l'Otan est une lecture bien comprise de l'Otan en Europe.

Prochaine séance demain, mardi 20 janvier 2026, à 9 h 30.

La séance est levée à 23 h 40.

Pour le Directeur des Comptes rendus du Sénat,

Rosalie Delpech

Chef de publication

Ordre du jour du mardi 20 janvier 2026

Séance publique

À 9 h 30, 14 h 30 et le soir

Présidence :

Mme Sylvie Vermeillet, vice-présidente,
M. Gérard Larcher, président,
M. Loïc Hervé, vice-président,
M. Alain Marc, vice-président,
M. Didier Mandelli, vice-président

1. Questions orales

2. Explications de vote des groupes puis scrutin public solennel sur la proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction, présentée par Mme Dominique Estrosi Sassone et M. Mathieu Darnaud (*texte de la commission, n°258, 2025-2026*)

3. Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au droit à l'aide à mourir (*texte de la commission, n°265, 2025-2026*) et proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à garantir l'égal accès de tous à l'accompagnement et aux soins palliatifs (*texte de la commission, n°267, 2025-2026*)